

Irlande du Nord : la mort d'une reporter ravive le spectre de la guerre civile

Vingt et un ans après les accords de paix, des groupuscules dissidents restent actifs

LONDRES - correspondance

La mort d'une journaliste par une balle perdue lors d'émeutes à Derry, dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 avril, est venue raviver le spectre de la guerre civile en Irlande du Nord. Vingt et un ans jour pour jour après l'accord du Vendredi saint, qui a mis fin aux « troubles » qui ont fait 3 500 morts entre 1969 et 1998, le drame rappelle qu'il reste sur le terrain plusieurs groupuscules républicains dissidents actifs.

La violence a éclaté, jeudi soir, quand la police a effectué une descente à Creggan, un quartier catholique pauvre de Derry (Londonderry pour les unionistes). A quelques jours des traditionnelles commémorations de l'insurrection de Pâques de 1916 contre l'occupation britannique, les forces de l'ordre cherchaient des armes.

La situation a rapidement dégénéré. Plus d'une cinquantaine de cocktails Molotov ont été lancés contre la police et un individu a pris une arme à feu, tirant une dizaine de fois. Lyra McKee, une journaliste de 29 ans qui se trouvait à proximité d'un véhicule blindé, a été mortellement touchée. La reporter, née à Belfast, avait beaucoup écrit sur le conflit nord-irlandais et ses conséquences. Sur son compte Twitter, elle avait posté, jeudi en début de soirée, une photo des violences en cours, accompagnée de la légende : « Derry, ce soir. Complètement dingue. » Une enquête pour meurtre a été ouverte. Samedi, la police a annoncé avoir interpellé deux jeunes hommes.

La police parle d'un « incident terroriste ». Elle accuse un groupuscule, la NIRA (New Irish Republican Army), d'être « probablement » responsable de l'attaque. « C'est le plus important et le plus radical des groupes dissidents républicains », explique Neil Jarman, directeur de l'Institute for Conflict Research, à Belfast. Née en 2012 de la fusion de plusieurs groupes dissidents, l'organisation compterait peut-être un millier de membres, selon lui. « Elle est composée de dissidents historiques de l'IRA, qui étaient contre le processus de paix, mais aussi de jeunes qui n'ont pas connu les "troubles". »

La NIRA est régulièrement active. Elle a placé un véhicule piégé devant un palais de justice à Derry en janvier, sans faire de blessé, et elle est aussi responsable de la mort d'un gardien de prison en 2016. Le groupe possède depuis cette même année une aile politique, le parti Saoradh. Dans un communiqué, celui-ci a regretté la mort « tragique » et « accidentelle » de la journaliste, mais accuse la police d'être responsable. Une marche de commémoration prévue lundi a cependant été annulée, preuve d'une volonté d'éviter l'escalade.

La survivance de groupes paramilitaires, essentiellement républicains, n'est pas nouvelle. Chaque année, ceux-ci sont responsables d'une cinquantaine d'incidents avec armes à feu et de l'explosion d'une vingtaine de bombes, selon le décompte de la police. Depuis 2006, entre une et

Depuis 2006, entre une et six personnes meurent par an des violences politiques en Irlande du Nord

LE CONTEXTE

UN SIÈCLE DE CONFLIT

La République d'Irlande a obtenu son indépendance en 1922 après s'être révoltée contre l'occupation britannique. Mais le Royaume-Uni a conservé le contrôle de six comtés, qui forment aujourd'hui l'Irlande du Nord. Depuis, les catholiques « républicains » souhaitent la réunification de l'ensemble de l'Irlande, tandis que les protestants « unionistes » souhaitent que ces comtés restent dans le Royaume-Uni. En 1969, les républicains d'Irlande du Nord se sont soulevés, ouvrant une période de guerre civile larvée qui a fait 3 500 morts. En 1998, l'accord du Vendredi saint, complété par l'accord de Saint Andrews en 2006, a mis fin à la violence, sans que les deux camps renoncent à leurs objectifs politiques et identitaires.

six personnes meurent par an des violences politiques en Irlande du Nord. En 2016, les forces de l'ordre ont saisi 75 kilos d'explosifs et 2 635 munitions ; en 2017, 400 grammes d'explosifs et 5 758 munitions.

« A chaque fois qu'un groupe décide d'un cessez-le-feu, la question est de savoir combien de ses membres vont se séparer et former un nouveau groupe », explique Martin Melaugh, de l'université d'Ulster, corédacteur d'un rapport sur l'état de la paix en Irlande du Nord. Il rappelle qu'au début des « troubles », en 1969, l'IRA s'était déjà scindée en deux, l'IRA provisoire refusant le cessez-le-feu et s'imposant ensuite lors du conflit.

Le Brexit ajoute à la division

Le pouvoir de nuisance des groupes paramilitaires demeure relativement limité et n'a rien à voir avec la période des « troubles ». Mais, la nouveauté est le climat politique délétère qui règne en Irlande du Nord. En 2017, suite à un scandale de corruption, le gouvernement s'est effondré. Républicains et unionistes, qui se partageaient le pouvoir, refusent désormais de siéger ensemble.

L'échec politique fait suite à des années de défiance entre les deux camps. Le Democratic Unionist Party (DUP), le principal parti unioniste, est attaqué pour son refus de tout compromis. « Le mécontentement grandit dans le camp catholique [républicain] depuis une décennie », estime Robin Wilson, un journaliste nord-irlandais. A chaque demande de réforme – notamment pour une loi sur la reconnaissance de la langue gaélique –, « le DUP dit non », indique M. Wilson.

La colère gronde à Derry, où plusieurs conseillers municipaux sont dissidents, rejetant la politique du Sinn Féin, le principal parti républicain, sans pour autant prôner la violence. Dans ce contexte, la population ferme plus facilement les yeux face aux activités de groupuscules.

Enfin, le Brexit vient ajouter à la division. « Si une frontière dure voyait le jour, ce sera un vrai problème pour le Sinn Féin. Les groupes dissidents pourraient dire que son approche politique a échoué », continue M. Wilson. Si bien que le principal danger ne vient pas nécessairement des attentats qui secouent l'Irlande du Nord. « Le processus de paix est plus en danger à cause des problèmes politiques que des groupes dissidents républicains », estime M. Melaugh. ■

ÉRIC ALBERT

En Syrie, les pénuries d'essence paralysent le pays

Les menaces de sanctions américaines, fin 2018, ont aggravé la situation

BEYROUTH - correspondance

La Syrie était en pays en guerre, c'est maintenant un pays à l'arrêt. Alors que les combats ont quasiment cessé, sauf dans la petite poche d'Idlib, dans le Nord-Ouest, la population doit faire face à une calamité d'un nouveau genre : la pénurie d'essence. Récurrent depuis le commencement de la guerre civile en 2011, ce problème s'est aggravé au début du mois, du fait de l'accroissement des pressions économiques américaines sur la Syrie, paralysant les transports et l'activité dans les zones sous contrôle gouvernemental.

Un flot de photos et de vidéos, prises à Damas, Alep, Homs, les grandes villes du pays, et diffusées sur les réseaux sociaux, montrent des scènes jamais vues en huit ans de guerre civile : des files d'attente de plusieurs centaines de mètres devant les rares pompes encore ouvertes, des avenues traditionnellement embouteillées quasiment vides de voitures en pleine journée, des rues encombrées d'ordures parce que les camions de ramassage ne peuvent plus démarrer, et des véhicules abandonnés sur le bas-côté des routes, avec plus une goutte dans le réservoir. « Cette crise est beaucoup plus sévère que les précédentes, affirme

Saeed Abu Zafer, un ingénieur d'Alep. Les rues sont désertes, c'est comme s'il y avait un couvre-feu. » « J'ai dû renoncer à aller au travail, car on ne trouve presque plus de taxis collectifs », raconte Mohamed Abu Ahmed, un instituteur. « La plupart des usines ont cessé de fonctionner et celles qui tournent encore, c'est parce qu'il leur reste un peu de fuel qui sera bientôt épuisé, témoigne Mohamed Nahas, un économiste de Damas. C'est impossible de vivre sans essence. C'est comme si l'on était renvoyé à l'âge de pierre. »

L'origine de la crise remonte au 20 novembre 2018. Ce jour-là, le Trésor américain a publié un communiqué menaçant de placer sous sanction toute entité qui contribuerait au ravitaillement pétrolier de la Syrie. La mise en garde visait principalement la filière de transport d'hydrocarbures iraniens, par voie de mer, jusqu'aux ports syriens de Tartous et Lattaquié. Des amateurs, des propriétaires de navires, des banques, des assureurs et des autorités portuaires se sont retrouvés du jour au lendemain dans le collimateur des autorités américaines.

Ce tir de sommation a eu un effet immédiat. Depuis le début de l'année, les livraisons d'or noir iranien, qui représentaient environ 2 millions de barils par mois, ont com-

« Cette crise est beaucoup plus sévère que les précédentes »

SAEED ABU ZAFER
ingénieur

plètement cessé. Ces exportations étaient payées grâce à une ligne de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros), que Téhéran avait accordée à Damas, son principal allié au Proche-Orient, en 2013. Les largesses de la République islamique permettaient aux autorités syriennes de compenser la perte des principaux champs pétroliers du pays, passés aux mains de l'organisation Etat islamique, puis des forces kurdes, et la baisse de la production des puits restés sous son contrôle.

« Guerre économique vicieuse »

Cette aide ayant disparu, les zones gouvernementales se retrouvent dans une situation de pénurie structurelle : elles ne produisent que 24 000 barils par jour, sur les 136 000 nécessaires pour couvrir les besoins de la population. Les tentatives de Téhéran pour contourner les restrictions américaines se sont heurtées, selon le régime syrien, au refus du Caire de laisser les tankers chargés de pétrole iranien traverser le canal de Suez. Une accusation démentie par les autorités égyptiennes, mais qui semble plausible, compte tenu des menaces de rétorsion agitées par Washington.

« Nous faisons face à une guerre économique vicieuse », s'est indigné Mustafa Hasweya, le directeur de Mahrukhat, la compagnie de distribution de produits pétroliers, sur la chaîne Al-Ikhbariya. « Le projet colonial américain en Syrie a échoué, en raison de la bravoure et des prouesses de l'armée arabe sy-

BENJAMIN BARTHE

Le régime intensifie ses frappes à Idlib

Dans la région d'Idlib, dernière zone tenue par les rebelles dans le nord-ouest de la Syrie, où sévit le groupe djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham, les bombardements du régime ont gagné en intensité depuis février. Des tirs d'artillerie ont ainsi fait sept morts, en majorité des femmes et des enfants, jeudi 18 avril, dans le village d'Oum Jalal. Le sort d'Idlib sera au cœur d'un nouveau cycle de pourparlers, les 25 et 26 avril dans le cadre du processus d'Astana, parrainé par Moscou, Téhéran et Ankara. Par ailleurs, vingt-sept soldats et combattants fidèles au régime ont été tués ces dernières quarante-huit heures dans une série d'attaques menées par l'organisation Etat islamique dans l'est de la province de Homs, a indiqué samedi l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les manifestants algériens dénoncent les tentatives de répression

Comme chaque vendredi, des milliers de personnes ont réclamé un changement de régime

ALGER - correspondance

Un cordon de police bloque les entrées du tunnel des facultés. A l'intérieur, une équipe de la police scientifique. Des manifestants patientent serres sur les marches et tendent le cou dans l'espoir d'apercevoir quelque chose. D'autres se frayent un chemin dans les ruelles en pente pour contourner et poursuivre le parcours. Vendredi 19 avril, des centaines de milliers de personnes ont manifesté de nouveau dans les rues d'Alger pour demander un changement de système politique. Si les revendications restaient similaires aux semaines précédentes, de nombreux manifestants s'inquiétaient d'une possible intensification de la répression du mouvement. En début de semaine, plusieurs militantes arrêtées lors d'un rassemblement ont affirmé qu'elles avaient été forcées de se dénuder dans le commissariat de Baraki, en périphérie sud d'Alger. Ce vendredi, une banderole blanche est suspendue à un balcon de la rue Didouche Mourad. Un portrait de l'inspecteur Columbo qui se tient la tête est imprimé sous un message : « Ma femme est algérienne, jolie, intelligente et forte, alors c'est une honte

ce que vous avez fait à nos sœurs ». « La loi algérienne ne permet pas aux policiers d'humilier ou de maltraiter les étudiants, estime Fifi, enseignante à l'université, qui fait face aux policiers, pancarte aux lettres rouges à la main. Ils ont là pour la sécurité des citoyens, par pour l'intimidation des Algériens ». Elle souligne que depuis le début du mouvement, les forces de l'ordre ont été plus conciliantes que d'habitude mais certains de ses étudiants ont été interpellés ces dernières semaines. « Depuis l'arrivée de Bensalah (le président par intérim), le système essaye de se régénérer, en jouant la carte de la répression. Ils n'arrivent pas à accepter le pacifisme des manifestants ». Grandes boucles dorées aux oreilles, Nassima est venue manifester en famille. « Je considère qu'il y a eu des provocations la semaine dernière. Mais même s'ils devaient venir nous frapper, on n'aurait pas peur », dit-elle en souriant.

Assis sur les marches d'une ruelle, des jeunes chantent « Hey, Vive l'Algérie, Qu'ils s'en aillent tous ! ». Sur le boulevard Mohamed-V, Abdelhafid s'aligne avec des bénévoles et d'autres habitants du quartier. Ils forment une chaîne pour empêcher les manifestants de se retrouver en con-

frontation avec les forces de l'ordre qui barrent l'avenue quelques mètres plus haut. Ce trentenaire ne fait partie d'aucun groupe et se rend habituellement aux manifestations seul, mais les affrontements de la semaine dernière dans le centre de la capitale l'ont marqué. « J'ai vu tellement de blessures, tellement de sang ! J'ai mis des gants et j'ai aidé les secours comme je pouvais. Aujourd'hui, je ne veux pas revoir une chose pareille ». Selon les différents groupes de secouristes, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées vendredi dernier. De très jeunes garçons tentent malgré tout de forcer le passage, certains se font sermonner par des hommes plus âgés. « J'ai l'impression qu'ils ne se rendent pas compte des conséquences que peuvent provoquer des affrontements », soupire Abdelhafid.

« On veut la démocratie »

Deux jeunes femmes passent, portant à bout de bras des représentations de Saïd Bouteflika, le frère de l'ancien Président, et de Ali Haddad, l'ancien chef de la principale organisation patronale du pays, aujourd'hui incarcéré à la prison de El Harrach après avoir tenté de franchir la frontière tunisienne, sur lesquel-

les il est inscrit « Wanted ». L'annonce de la tenue d'une réunion de concertation avec des partis politiques et des associations autour d'Abdelkader Bensalah n'a pas eu beaucoup d'impact. « On veut la démocratie, on veut un président élu par le peuple, Un président jeune, qui sache donner aux Algériens ce qu'ils veulent », dit Narjis 22 ans.

Près de la Grande Poste, des manifestants ont recouvert un mur d'images des victimes du « printemps noir », le mouvement de protestation qui avait eu lieu en Kabylie à partir du 18 avril 2011, et au cours duquel 127 personnes avaient été tuées par les forces de l'ordre. « Aujourd'hui, c'est différent, on a le droit de manifester désormais », sourit Mohamed, qui a entouré ses épaules d'un drapeau amazigh. A 18 h 30, les rues se vidaient dans le calme. Dans la soirée, les médias ont annoncé le décès d'un jeune manifestant qui était hospitalisé depuis la manifestation de vendredi dernier. Selon une source hospitalière, il avait été victime d'un traumatisme crânien grave et était dans le coma. Une autopsie devait être pratiquée pour déterminer l'origine du décès. ■

ZAHRA CHENAOUT